

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UID11/66-C3-2025-065

**portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates
prises à titre conservatoire à l'encontre de la Société SUEZ RV Méditerranée pour son
site de stockage de déchets non-dangereux situé sur la commune de Narbonne au
lieu- dit « A la combe du Mourel Redon »**

**Le Préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son livre V Titre 1er (ICPE), en particulier ses articles L.511-1, L.512-20, L.514-8 , R.512-69, R.512-70 et D. 181-15-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018 – 035 Autorisant la Société SUEZ RV Méditerranée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux, située sur le territoire de la commune de NARBONNE au lieu-dit « A la Combe du Mourel Redon » ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2024-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-020 confiant la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude, sous-préfet de Carcassonne ;

Vu l'incendie qui s'est déclaré le 07 et 08 juillet 2025 dans l'enceinte de ladite installation de stockage de déchets non dangereux ;

Vu la visite d'inspection du 9 juillet réalisée par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le courriel de Adeline Angelin, Responsable de centres de Stockage OCCITANIE de la société Suez RVM en date du 8 juillet 2025 décrivant les dégâts observés sur le site suite à l'incendie;

Vu le courriel de Martine Laumond, ingénieure environnement de la société Suez RVM en date du 8 juillet 2025 précisant que les conditions sécuritaires sont réunies pour la reprise de l'activité de l'ISDND de Lambert IV située à Narbonne suite à l'incendie;

Considérant que l'incendie s'est propagé depuis l'extérieur à l'intérieur de l'enceinte de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;

Considérant que les causes de cet accident ne sont pas imputables à l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 9 juillet 2025 il a été constaté des reprises de feu à proximité du casier ;

Considérant que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'incendie survenu les 07 et 08 juillet 2025 sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploité par la société SUEZ RV Méditerranée sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de prescrire en urgence la mise en sécurité et la réparation des équipements liés au sinistre ;

Considérant que le réseau de collecte biogaz aérien reliant le casier LAMBERT IV vers l'installation de valorisation ou de destruction de biogaz sur environ 100 mètres linéaires ont été détériorés lors du sinistre ;

Considérant que la barrière de sécurité active (géomembrane), le réseau de collecte de lixiviat, Le bassin tampon des lixiviats, les installations de traitement de biogaz et de lixiviats n'ont pas été détériorées lors du sinistre ;

Considérant que toute reprise d'activité sur site nécessite une surveillance particulière par la mise en place :

- d'une détection par caméra thermique opérationnelle ou tout autre dispositif équivalent de détection
- des mesures de surveillance renforcées durant sept jours avec un agent de surveillance et un conducteur d'engins en plus du gardien du site déjà présent de 17 heures à 6 heures ;

Considérant que l'ampleur des dégâts résultant de l'incendie susvisé constatés lors de ladite visite d'inspection, permet de poursuivre l'activité de stockage de déchets non dangereux du site en limitant les apports des déchets aux seuls déchets d'ordures ménagères du département ;

Considérant que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

Sur proposition du sous-préfet en charge de la suppléance de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

La société SUEZ RV Méditerranée, dont le siège social est situé rue Antoine Becquerel – ZAC la Coupe - 11100 NARBONNE, exploitant un stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Narbonne au lieu-dit « A la Combe du Mourel Redon » est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour son installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de Narbonne.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : RESTRICTION D'ACTIVITÉ

Dès notification du présent arrêté, les activités de l'enfouissement de l'exploitant, sont réduites jusqu'au 13 juillet 2025 inclus aux seuls apports de déchets d'ordures ménagères ou assimilées du département.

La reprise complète des activités de l'installation est subordonnée à la maîtrise de l'incendie par les pompiers.

ARTICLE 3 : MESURES PRISES POUR CONTINUER L'ACTIVITÉ

Dès notification de l'arrêté, l'exploitant met en place durant sept jours :

- une surveillance renforcée hors heures ouvrées avec un gardiennage supplémentaire réalisée par une société extérieure ;
- la mobilisation d'un conducteur d'engin 24h/24h disponible s'il y a une reprise de feu ;
- la mise en place d'un recouvrement renforcé des déchets par des matériaux inertes, à minima deux fois par jour ;
- la surveillance par caméra thermique 24h/24h.

L'exploitant dispose d'un stock de matériaux inertes suffisants pour recouvrir les déchets en cas de départ de feu, 4 poteaux incendie fonctionnels situés à proximité du casier, d'un bassin d'eaux pluviales pouvant servir de réserve incendie.

En cas de reprise de feu, l'exploitant met en œuvre les actions correctives au niveau des canalisations de biogaz afin de mettre en sécurité l'installation.

Une clôture efficace garantit que seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès au site et aux zones dangereuses ou rendues dangereuses par le sinistre est installée sous 15 jours. Une signalisation adaptée permet d'informer des dangers présents (risques d'effondrement, de chute de matériel, etc.). Dans le cas contraire, un gardiennage dont les modalités sont décrites par l'exploitant permettant d'atteindre le même résultat est mis en place.

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée sous 3 mois.

ARTICLE 4 : RÉPARATION DES INSTALLATIONS TOUCHÉES

L'exploitant, sous un délai de 15 jours dès notification de l'arrêté, remet en service la collecte du biogaz sur l'installation.

ARTICLE 5 : RAPPORT D'ACCIDENT

En application des articles R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai maximum de **15 jours** à compter de la notification du présent arrêté :

Il comporte, notamment :

- les circonstances de l'accident,
- la description chronologique précise des faits lors de l'accident,
- la nature et l'extension des conséquences : effets sur les personnes et l'environnement,
- les conséquences économiques,
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures,
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés,
- les mesures prises ou prévues pour éviter un accident similaire sur ce four ainsi que les autres si l'enquête met en évidence un caractère générique de l'origine de l'accident,
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application de sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : DÉLAIS ET DROIT DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être différée à la juridiction administrative compétente dans les délais prévus à l'article R 514-3-1 du code de l'environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les

intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 9 : AFFICHAGE ET COMMUNICATION

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de NARBONNE et peut y être consultée,
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois,
- une copie est mise à disposition par l'exploitant à l'accueil de l'établissement et peut y être consultée.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

La secrétaire générale de la Préfecture de l'Aude, Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, chargé du service de l'inspection des installations classées, Le Maire de la commune de NARBONNE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la Société SUEZ RV Méditerranée .

Fait à Carcassonne, le 11 JUIL. 2025

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale empêchée
La sous-préfète chargée de la suppléance



Amélie TRIUX